À bas les porte-paroles autoproclamé·e·s: Dehors l'extrême-droite ! Élisons nos propres représentant·e·s pour prendre en main notre lutte !

Nous avions dénoncé dans un précédent article[1] la volonté de certains de s'autoproclamer porte-paroles et représentants de la mobilisation en cours, notamment pour aller négocier avec le gouvernement. La pression a fait que ces dernier·e·s ont dû se révoquer par eux et elles même, renoncer à rencontrer Edouard Philippe à Matignon. C'est une première victoire.

Des porte-paroles autoproclamés… : tou.t.e.s de droite ou d'extrême-droite !

Mais nous avons vu émerger au travers d'une tribune dans le Journal du Dimanche de nouveaux porte-paroles autoproclamé.e.s[2]. Ils se présentent comme de simples « citoyens engagés qui constitue une représentation honnête de la France qui souffre et se sent délaissée », réclament d'être reçu.e.s à Matignon, participer aux négociations pour une sortie vers le haut de la crise ; et voient les médias leur ouvrir leurs antennes.

Dans cette tribune, parmi les signataires, on retrouve, Benjamin Cauchy, précédemment viré par les Gilets Jaunes toulousain.e.s, ancien élu de l'UMP, ancien militant de l'UNI, proche de Debout La France et de l'UCODEL, groupuscule de l'ultra-droite[3]. On retrouve Christophe Chalençon, contesté dans le Vaucluse, candidat divers droite et islamophobe, qui a été invité ce matin sur Europe 1 où il a pu revendiquer tranquillement « un véritable commandant » au pouvoir, à savoir « le général de Villiers »[4] ; mais également Jacline Mouraud, conspirationniste et obscurantiste[5]. Les deux représentant.e.s autodésigné.e.s de la Corse sont quant à eux David Roig, un (ex ?) responsable du FN à Porto Vecchio et Ghjuvan Andria Culioli est un membre du groupuscule fasciste, antisémite et islamophobe Leia Naziunale[6].

Nous pourrions nous attacher à étudier le pedigree de chacun de ces prétendus « Gilets Jaunes Libres », mais comme nous le voyons, ça sent l'extrême-droite en embuscade. Camouflée ou non, elle n'a rien à faire dans nos luttes. Dégageons la !

Pourquoi les médias s'acharnent-ils à présenter ces gens-là comme

des porte-paroles officiels ?

La question que l'on est en droit de se poser, c'est pourquoi les médias se précipitent pour les recevoir, pourquoi le gouvernement les considèrent comme des interlocuteurs crédibles ? Pourquoi les journalistes n'enquêtent pas sur ces personnes, pourquoi les invitent ils à causer sans dire qui ils sont clairement ?

D'abord, parce que le pouvoir a peur que les salarié.e.s, les retraité.e.s, les privé.e.s d'emploi, les auto-entrepreneurs et les petits patrons désespérés s'organisent par elles-mêmes et eux-mêmes. Voilà qui serait incontrôlable pour le pouvoir. Voilà pourquoi, à toutes forces, le gouvernement, les patrons et les médias à leur service cherchent à constituer une prétendue « direction » du mouvement.

Oui, mais pourquoi privilégier la droite et l'extrême-droite ? Il y a là plusieurs niveaux d'explication.

La droite et l'extrême-droite fait tous ses efforts pour récupérer la mobilisation et l'orienter sur une voie de garage. Mais ce n'est pas une explication suffisante, car les médias pourrait très bien les ignorer. A un deuxième niveau, cela aurait pour le pouvoir l'avantage d'avoir des interlocuteurs conciliants, calculant un compromis avantageux pour elles et eux à moyen terme, sur le dos des travailleur.se.s mobilisé.e.s.

Ensuite, cela aurait comme troisième avantage de conduire à une scission du mouvement, car, à juste titre, la grande majorité des salarié.e.s, précaires, privé.e.s d'emploi, retraité.e.s engagé.e.s dans la mobilisation ne veut rien avoir à faire avec l'extrême-droite. Marine Le Pen a encore rappelé récemment qu'elle est contre l'augmentation du SMIC, car elle privilégie les intérêts des petits patrons sur ceux des ouvrier.e.s et employé.e.s.

Enfin, quatrièmement, Macron, mal élu sur la base d'un rejet de Marine Le Pen, a besoin de polariser la politique en France (et en Europe) sur l'axe « Moi ou l'extrême-droite. » pour pouvoir survivre et faire le sale boulot pour la bourgeoisie. Notons cependant que, sur plusieurs points, Macron fait, à l'image de ses prédecesseurs, mais de façon encore plus accentuée, la course derrière l'extrême-droite, comme sur l'immigration et la sécurité. Quant à la PMA, il laisse pourrir le débat. Ainsi, tout en s'en prétendant un adversaire farouche de l'extrême-droite, Macron lui pave la voie.

D'ailleurs, les médias qui ont contribué à faire élire Macron accueillent de plus en plus de relais de l'extrême-droite : ils invitent en toute occasion des responsables du RN, surtout à heure de grande écoute (comme ce soir, Marine Le Pen au JT de 20h de TF1, le plus regardé de France) et, sur le plus long terme, engagent des chroniqueur.euse.s issu.e.s de la droite réactionnaire et de l'extrême-droite (Eugénie Bastié, André Bercoff, Charlotte D'Ornellas, Gilles-William Goldnadel, Eric Zemmour…), libèrant ainsi les paroles racistes, sexistes, réactionnaires.

Ni Macron, ni extrême-droite, mais pouvoir des ouvrier.e.s, employ.e.s, privé.e.s d'emploi, etc. auto-organisé.e.s

La lutte la plus résolue contre Macron et les patrons et, dans les circonstances actuelles, le travail pour aider la mobilisation en cours à se frayer un chemin jusqu'à la grève générale pour imposer les revendications urgentes pour les couches les plus exploitées et opprimées est un élément décisif de la lutte contre l'extrême-droite qui se nourrit aussi des défaites des mobilisations sociales. Cela suppose de ne pas avoir peur de dégager Macron, dont il serait absurde de vouloir infléchir la politique et de lui opposer un pouvoir des salarié.e.s, des privé.e.s d'emploi, des retraité.e.s modestes, organisé par lui-même, par en bas.

Et cela commence par mettre en échec ces manœuvres dégueulasses, et de faire reculer une extrême-droite encore trop présente bien que minoritaire, est de nous doter de nos propres cadres démocratiques, pour pouvoir décider collectivement. Nous n'avons pas fait toutes ces manifestations, tous ces blocages, toutes ces rencontres pour que des fachos autoproclamés leaders en tirent les bénéfices. Il nous faut des débats à la base, dans des réunions annoncées à l'avance, à laquelle tou.te.s puissent participer, et quand il y a désaccord, que cela soit tranché démocratiquement par un vote.

C'est pourquoi nous proposons à tou.te.s celles et ceux qui sont engagé.e.s dans ces mobilisations pour la suppression des augmentations des taxes sur l'essence, contre la vie chère, pour la hausse du pouvoir d'achat de constituer partout des comités permettant d'avoir ces débats, de définir les revendications, de désigner et de contrôler nos porte-paroles, de nous structurer à l'échelle départementale et régionale. Pour cela, il nous faut nous appuyer sur l'exemple des gilets jaunes de Commercy et de leur appel intéressant[7]. Comme ils le disent « *Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance*. »

Ces comités seront aussi des instruments pour faire grossir notre mouvement en permettant d'y faire entrer de nouvelles et de nouveaux salarié.e.s, précaires, privé.e.s d'emploi, qui seront rassuré.e.s par le fait que tout y soit décidé par celles et ceux qui se mobilisent elles-mêmes et eux-mêmes. Et ce sera aussi un moyen de discuter ensemble les modalités d'action et d'organiser au mieux un dispositif efficace.

Augmenter significativement le pouvoir d'achat des ouvrie.re.s et des employé.e.s, écrasé.e.s par les bas salaires, la précarité, les cadences infernales, redonner du travail à celles et ceux qui en ont été privé.e.s et jeté.e.s au chômage, permettre à celles et ceux qui ne touchent plus les minima sociaux de vivre un peu mieux grâce à leur augmentation massive, cela exigera de créer un rapport de forces inédit avec le

gouvernement Macron et ses amis les patrons.

Car on ne pourra pas « infléchir » la politique du président des patrons et des riches. Pour balayer sa politique tournée contre les salarié.e.s, les privé.e.s d'emploi et les pauvres, il faudra le balayer, lui et son gouvernement tout entier. Cela pose la question de la grève générale. C'est comme ça que les salarié.e.s ont gagné 2 semaines congés payés en 1936 malgré les protestations des patron.ne.s. C'est aussi comme ça qu'en mai 1968 ont été obtenues des hausses de salaire massives. Enfin, c'est en conduisant le pays au bord de la grève générale, en 2006, qu'on a pu empêcher De Villepin d'imposer à toutes et tous la précarité du CPE (Contrat Première Embauche).

1https://tendanceclaire.org/article.php?id=1482

2https://www.lejdd.fr/Politique/exclusif-des-gilets-jaunes-lancent-un-appl-nous-voulons-etre-les-porte-parole-dune-colere-constructive-3811841

3https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/toulouse--ui-est-vraiment-porte-parole-gilets-jaunes-benjamin-cauchy-1578957.html

4https://www.lesinrocks.com/2018/12/03/actualite/un-porte-parole-des-gilets-jaunes-reclame-un-pouvoir-militaire-en-france-111148777/

5https://www.lepoint.fr/societe/chemtrails-ectoplasmie-et-degagisme-les-multples-facettes-de-jacline-mouraud-06-11-2018-2269042_23.php

6http://www.a-manca.net/les-traces-brunes-des-nationaux-socialistes-en-corse/

7https://tendanceclaire.org/article.php?id=1484

Juno Smith, le 3 décembre 2018